

1 adjunt van de directeur GIS-dataverwerking en -analyse
(A111, master, Brussel)

Jouw functie : je coördineert de verwerking van de perceelsgegevens van de Mestbank. Je begeleidt de provinciale afdelingen in hun werking. Je stelt hiertoe een actieplan op en bepaalt werkmethoden. Je werkt nauw samen met interne en externe partners.

Jouw profiel : je beschikt over een masterdiploma. Je hebt praktijkervaring met GIS en GIS-analyses (ArcView, ArcMap,...).

1 adjunt van de directeur specialist plattelandsbeleid
(A111, master, Brussel)

Jouw functie : je staat in voor de informatie-uitwisseling en -verspreiding met de Leadergebieden op vlak van nieuwe regelgeving. Je controleert betaaldossiers, werkt procedures uit en begeleidt monitoring. Je vertegenwoordigt Vlaanderen in Europese meetings en je volgt het Europese plattelandsbeleid op de voet.

Jouw profiel : je beschikt over een masterdiploma.

1 adjunt van de directeur specialist financiën
(A111, master, Brussel)

Jouw functie : je voert boekhoudkundige verrichtingen uit en ontwerpt procedures ter verbetering van de financiële en administratieve organisatie. Je stelt, analyseert en controleert de budgetten en rapporteert hierover. Je bereidt controles voor door externe instanties en helpt hen hierbij.

Jouw profiel : je beschikt over een masterdiploma.

Aanbod : een boeiende en uitdagende statutaire functie met maatschappelijke relevantie. Je komt terecht in een dynamische organisatie die een permanente verbetering van de dienstverlening nastreeft. Het maandelijks brutostartsalaris voor salarisschaal B121 bedraagt 2.129 euro, 2.065 euro voor salarisschaal B111, 3.254 euro voor salarisschaal A121 en 2.790 euro voor salarisschaal A111, waarbij relevante ervaring uit de privésector wordt gehonoreerd volgens de huidige wetgeving. Ervaring uit de overheidssector kan volledig worden gevalideerd. Per gewerkte dag krijg je een maaltijdcheque van 5 euro. Je krijgt ruime opleidingsmogelijkheden. Je woonwerkverkeer met het openbaar vervoer is gratis alsook je hospitalisatieverzekering.

Interesse ? Stuur je motivatiebrief en uitgebreid CV uiterlijk 8 februari 2009 bij voorkeur via e-mail naar sollicitaties@jobpunt.be of via post naar Jobpunt Vlaanderen, t.a.v. Sara Calmein, Technologielaan 11, 3001 Heverlee. Vermeld duidelijk voor welke vacature je solliciteert (functie + afdeling).

Voor meer informatie over de functie kan je terecht op www.vlm.be in de rubriek "werken bij de VLM".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/200205]

9 JANVIER 2009. — Circulaire ministérielle relative à l'installation ou la modification des stations-relais de téléphonie mobile

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins des villes et communes de la Région wallonne,
A Messieurs les Fonctionnaires délégués des Directions extérieures de la Direction générale opérationnelle 4 — Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie,

Vu la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, signée à Aarhus, le 25 juin 1998;

Vu la Convention européenne du paysage, signée à Florence, le 20 octobre 2000;

Vu le principe de précaution tel que visé notamment par l'article 174, § 2, du Traité instituant la Communauté européenne;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et, notamment, ses articles 1^{er} et 127;

I. Champ d'application et définitions.

Sont visées par les présentes dispositions l'installation ou la modification des stations-relais de téléphonie mobile par l'ajout ou le remplacement d'antenne, soumise à permis d'urbanisme.

Au sens de la présente circulaire, on entend par :

1° station-relais : une installation de télécommunication mobile réalisant la transmission et la réception d'ondes hertziennes dans une zone géographique déterminée; une station-relais comprend, notamment, des antennes, des locaux techniques, des équipements électriques et électroniques et, le cas échéant, un support vertical (mât, pylône, etc.);

2° téléphonie mobile : l'ensemble des systèmes de télécommunication mobile permettant la transmission d'informations, au moyen d'ondes hertziennes, entre des stations dont au moins une est en mouvement et répondant aux normes TETRA, GSM 900, GSM-R, DCS 1800, UMTS, WiMax et pré-WiMax;

3° antenne de téléphonie mobile : un dispositif destiné à rayonner les signaux d'un réseau TETRA, GSM 900, GSM-R, DCS 1800, UMTS, WiMax ou pré-WiMax;

4° lieux de séjour :

- les locaux d'un bâtiment dans lesquels des personnes peuvent ou pourront séjourner régulièrement tels que les locaux d'habitation, école, crèche, hôpital, homes pour personnes âgées;
- les locaux de travail occupés régulièrement par des travailleurs;
- les espaces dévolus à la pratique régulière du sport ou de jeux;
- à l'exclusion, notamment, des voiries, trottoirs, parkings, garages, parcs, jardins, balcons, terrasses.

II. Norme d'immission.

Lorsque la demande de permis d'urbanisme porte sur la modification ou l'installation d'une station-relais de téléphonie mobile par l'ajout ou le remplacement d'une ou plusieurs antennes, la densité de puissance correspondant à la modification ou à l'installation ne peut dépasser, à aucun moment et dans les lieux de séjour, la valeur maximale de 0,024 W/m² (soit, à titre indicatif, 3 V/m) par antenne et indépendamment de la fréquence.

La densité de puissance dans les lieux de séjour est prise en compte aux niveaux suivants :

- dans les locaux : 1,50 m au-dessus du niveau du plancher;
- dans les autres espaces : 1,50 m au-dessus du niveau du sol.

Toutes les demandes de permis d'urbanisme dont l'objet ne respecte pas cette norme d'immission sont refusées.

Les antennes dites "multi-bandes" conçues pour rayonner simultanément les signaux de N réseaux sont considérées comme équivalentes à N antennes distinctes. Par exemple, les antennes dites "dual-band" utilisées pour deux réseaux sont considérées comme équivalentes à deux antennes distinctes. De même, les antennes dites "tri-bandes" utilisées pour trois réseaux sont considérées comme équivalentes à trois antennes distinctes.

III. Intégration paysagère.

En règle générale, l'installation ou la modification des stations-relais de téléphonie mobile relèvent de la notion de "constructions et équipements de service public ou communautaires" au sens de l'article 127, § 1^{er}, 7^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

L'article 127, § 3, du Code prévoit notamment que la demande de permis d'urbanisme peut être accordée en s'écartant du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement communal d'urbanisme ou du plan d'alignement pour autant que les actes et travaux soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage.

En toute hypothèse, le demandeur d'un permis d'urbanisme portant sur l'installation ou la modification d'une station-relais de téléphonie mobile veille à une intégration paysagère particulièrement soignée et réfléchie des constructions et équipements soumis à permis.

Les incidences paysagères de l'objet de la demande de permis sont analysées dans le cadre de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement au travers de la notice ou de l'étude requise en vertu de l'article D.65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le permis d'urbanisme est refusé en l'absence de la démonstration de l'intégration paysagère du projet.

IV. Déclaration environnementale.

Pour rappel, au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, jamais une déclaration environnementale n'a du être introduite pour une antenne GSM car l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 avait gelé dans une annexe III l'obligation de les déclarer en l'absence de conditions intégrales. Ce n'est que la volonté plus générale du législateur wallon de ne pas soumettre à permis d'environnement des établissements de classe 3 non couverts pas des conditions intégrales (décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative suivi de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2005) qui a conduit incidemment à supprimer cette annexe III. L'arrêté du 28 avril 2005 était entré en vigueur le 10 mai 2005. Le délai de neuf mois pour introduire les déclarations subséquentement requises n'a jamais été échu du fait de l'adoption de l'arrêté du 10 novembre 2005 entré en vigueur le 7 décembre de la même année.

Selon l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, seules les antennes stationnaires d'émission pour laquelle la puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) est supérieure à 500 kW sont reprises en classe 2 (rubrique n^o 64.20.01.01).

Récemment, le Gouvernement wallon a modifié, par un arrêté du 19 décembre 2008, la liste des installations et activités classées afin de soumettre à une déclaration environnementale (classe 3) les télécommunications hertziennes de 10 MHz à 300 MHz et les antennes fixes de mobilophonie de quelque fréquence ou puissance d'émission que ce soit. De la sorte, le Gouvernement wallon pourrait édicter des conditions intégrales pour ces installations.

Pour rappel, l'article 11 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement énonce :

« Nul ne peut exploiter un établissement de troisième classe sans avoir fait une déclaration préalable. »

Une nouvelle déclaration de l'établissement est requise :

1^o en cas de déplacement, transformation ou extension pour autant que cette transformation ou extension vise une activité soumise à déclaration;

2^o tous les dix ans.

Toutefois, la transformation ou l'extension d'un établissement de troisième classe qui a pour effet de faire passer celui-ci dans une autre classe est soumise à permis d'environnement. »

Les antennes stationnaires d'émission pour laquelle la puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) est supérieure à 500 kW seront maintenues en classe 2.

V. Information et participation du public.

En vertu de l'article 127, § 3, du Code précité, les demandes de permis d'urbanisme portant dérogation au plan de secteur, au plan communal d'aménagement, au règlement régional ou communal d'urbanisme ou à un plan d'alignement, doivent faire l'objet d'une enquête publique organisée par l'administration communale de la commune concernée.

En vertu des articles 113 et 114 du même Code, les demandes de permis d'urbanisme portant dérogation aux prescriptions urbanistiques d'un permis de lotir doivent faire l'objet d'une enquête publique organisée par l'administration communale de la commune concernée.

L'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) recommande en outre, en raison de la sensibilité de la matière et de la nécessité de transparence, que le public soit informé de toute demande de permis relative à l'installation ou la modification de stations-relais de téléphonie mobile.

Par conséquent, une enquête publique est organisée pour toute demande de permis d'urbanisme portant sur l'installation ou la modification de stations-relais de téléphonie mobile.

En vertu de l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code, la durée de l'enquête publique portant sur une demande de permis d'urbanisme est de quinze jours, sauf disposition contraire. Les modalités d'enquête sont définies aux articles 332 à 343 du Code.

Par ailleurs, pour toute demande de permis d'urbanisme portant sur l'installation ou la modification d'une station-relais de téléphonie mobile, l'Institut scientifique de Service public (ISSeP) est chargé de procéder à l'évaluation des champs électromagnétiques du projet.

L'avis technique émis par l'ISSeP consiste en un rapport reprenant le calcul des champs électromagnétiques émis par la station-relais et une conclusion quant au respect des conditions techniques auxquelles elle est soumise. Cet avis technique est notamment basé sur les données techniques figurant dans le dossier technique d'antenne ou l'attestation de conformité de l'IBPT que le demandeur joint à sa demande de permis d'urbanisme. Le demandeur veille tout particulièrement à décrire les alentours de la station-relais par un plan en projection verticale reprenant la hauteur des bâtiments dans un rayon suffisant pour contrôler le respect de la norme d'immission.

L'ISSeP calcule l'intensité du champ électromagnétique au moyen d'un modèle de prédiction basé sur la formule dite "du champ éloigné". L'ISSeP fixe les valeurs d'atténuation d'obstacles afin d'éviter toute sous-estimation par rapport au champ réel.

Outre l'avis technique, l'ISSeP devra prochainement fournir également un résumé non technique sur l'évaluation des champs électromagnétiques du projet à destination des personnes non initiées.

VI. Cadastre des champs électromagnétiques.

L'article 27 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques prévoit la constitution d'une base de données des sites d'antennes en vue de favoriser leur partage par les opérateurs. L'IBPT (Institut belge des Services postaux et Télécommunications) met en outre à disposition du public par le biais de son site Internet les données de localisation des sites opérationnels, autorisés ou projetés.

L'IBPT contrôle, à la demande de toute commune ou de tout citoyen, les installations existantes quant au respect des normes d'émission et le niveau des émissions des champs magnétiques dans un environnement donné. Cet organisme public est à la disposition du public et effectue, sur demande, des contrôles à titre gratuit. Les coordonnées de l'IBPT sont les suivantes :

IBPT

Ellipse Building - Bâtiment C

Boulevard du Roi Albert II 35

1030 Bruxelles

Tél : +32 2 226 88 88 - Fax : +32 2 226 88 77

www.ibpt.be

Les données mises à disposition par l'IBPT pèchent par leur manque d'actualisation régulière. L'installation concrète des dispositifs et leur mise en exploitation sont des données qui manquent généralement à l'IBPT.

Par conséquent, afin de garantir une information complète et objective de l'ensemble des acteurs, les villes et communes sont invitées, avec l'appui de l'ISSeP et des fonctionnaires délégués, à établir et à mettre à la disposition du public une carte de localisation des antennes projetées, autorisées ou en exploitation ainsi qu'un cadastre des champs électromagnétiques présents sur leur territoire sur la base des données reprises dans les demandes de permis d'urbanisme.

Les villes et communes sont tenues de mettre régulièrement à jour ces données.

VII. Entrée en vigueur.

Les dispositions visées aux points I. *Champ d'application et définitions*, II. *Norme d'émission* et III. *Intégration paysagère*, sont d'application immédiate.

La présente circulaire est publiée au *Moniteur belge* et entre en vigueur le 31 janvier 2009.

Namur, le 9 janvier 2009.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/200205]

9. JANUAR 2009 — Ministerielles Rundschreiben bezüglich der Installierung oder der Änderung der Relaisstationen für Mobiltelefonie

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen der Städte und Gemeinden der Wallonischen Region,

An die Herren beauftragten Beamten der Außendirektionen der operativen Generaldirektion 4 - Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie,

Aufgrund der am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichneten Konvention über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu den Gerichten in Umweltfragen;

Aufgrund des am 20. Oktober 2000 in Florenz unterzeichneten Europäischen Landschaftsabkommens;

Aufgrund des Grundsatzes der Vorsorge, so wie u.a. in Artikel 174 § 2 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft erwähnt;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1 und 127;

I. Anwendungsbereich und Definitionen.

Die vorliegenden Bestimmungen betreffen die Installierung oder die Änderung der Relaisstationen für Mobiltelefonie durch das Hinzufügen oder das Ersetzen einer Antenne, die einer Städtebaugenehmigung unterliegt.

Im Sinne des vorliegenden Rundschreibens gelten die folgenden Definitionen:

1° Relaisstation: eine Anlage zur mobilen Telekommunikation, die die Übertragung und den Empfang von elektromagnetischen Wellen in einem bestimmten geographischen Gebiet möglich macht; eine Relaisstation enthält u.a. Antennen, technische Räume, elektrische und elektronische Ausrüstungen und gegebenenfalls eine senkrechte Halterung (Mast, Gittermast, usw....);

2° Mobiltelefonie: die Gesamtheit der Systeme zur mobilen Telekommunikation, die die Übertragung von Informationen mittels elektromagnetischer Wellen zwischen Stationen möglich machen, von denen mindestens eine in Bewegung ist, und die den Normen TETRA, GSM 900, GSM-R, DCS 1800, UMTS, WiMax und Pre-Wimax entsprechen;

3° Mobilfunkantenne: eine Vorrichtung, die dazu bestimmt ist, die Signale eines TETRA-, GSM 900-, GSM-R-, DCS 1800-, UMTS-, WiMax- oder Pre-Wimax-Netztes zu senden;

4° Aufenthaltsräume:

- die Räume eines Gebäudes, in denen sich Personen regelmäßig aufhalten können bzw. können werden, wie Wohnräume, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, Altenheime;
- die regelmäßig von Arbeitnehmern besetzten Arbeitsräume;
- die zum regelmäßigen Treiben von Sport oder Spielen bestimmten Flächen;
- mit Ausnahme von u.a. den Verkehrswegen, Bürgersteigen, Parkplätzen, Abstellplätzen für Fahrzeuge, Parkanlagen, Gärten, Balkonen, Terrassen.

II. Immissionsnorm.

Betrifft der Antrag auf Städtebaugenehmigung die Änderung oder die Installation einer Relaisstation für Mobiltelefonie durch das Hinzufügen oder das Ersetzen einer oder mehrerer Antennen, so darf die der Änderung oder der Installation entsprechende Leistungsdichte zu keiner Zeit und in den Aufenthaltsräumen den Höchstwert von $0,024 \text{ W/m}^2$ (d.h., zur Information, 3 V/m) je Antenne und unabhängig von der Frequenz überschreiten.

Die Leistungsdichte in den Aufenthaltsräumen wird auf folgenden Höhen berücksichtigt:

- in den Räumen: 1,50 m über dem Fußboden des Raumes;
- an den anderen Standorten: 1,50 m über dem Boden.

Alle Anträge auf Städtebaugenehmigung, deren Gegenstand dieser Immissionsnorm nicht genügt, werden abgelehnt.

Die sogenannten "Multiband-Antennen", die so gebaut sind, dass sie die Signale von N Netzen simultan senden, gelten als N einzelne Antennen. Zum Beispiel gelten die sogenannten "Dualband-Antennen", die für zwei Netze verwendet werden, als zwei einzelne Antennen. Die sogenannten "Triband-Antennen", die für drei Netze verwendet werden, gelten ebenfalls als drei einzelne Antennen.

III. Integration in das Landschaftsbild.

In der Regel fällt die Installation oder die Änderung der Relaisstationen für Mobiltelefonie unter den Begriff "Bauten und Ausrüstungen öffentlicher oder gemeinschaftlicher Dienststellen" im Sinne von Artikel 127 § 1 7° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

In Artikel 127 § 3 des Gesetzbuches wird u.a. vorgesehen, dass der Antrag auf Städtebaugenehmigung in Abweichung des kommunalen Raumordnungsplans, der kommunalen Städtebauordnung oder des Fluchtlinienplans genehmigt werden kann, wenn die Handlungen und Arbeiten die Hauptzüge der Landschaft entweder beachten oder strukturieren oder auch wiederherstellen.

Unter allen Umständen muss der Antragsteller für eine Städtebaugenehmigung, die die Installation oder die Änderung einer Relaisstation für Mobiltelefonie betrifft, für eine besonders gepflegte und durchdachte Integration der genehmigungspflichtigen Bauten und Ausrüstungen in die Landschaft sorgen.

Die Auswirkungen des Gegenstands des Antrags auf Genehmigung auf die Landschaft werden im Rahmen der Bewertung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt über die Notiz oder die Studie analysiert, die aufgrund des Artikels D.65 des Buches I des Umweltgesetzbuches erforderlich ist, untersucht.

Falls die Integration des Projektes in das Landschaftsbild nicht bewiesen ist, wird der Antrag auf Städtebaugenehmigung abgelehnt.

IV. Umwelterklärung.

Es wird daran erinnert, dass im Sinne vom Dekret vom 11. März 1999 über die Umwelt niemals eine Umwelterklärung für eine Mobilfunkantenne eingereicht werden musste, weil der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 die Verpflichtung, sie anzumelden, in Ermangelung von gesamten Bedingungen in seiner Anlage III gesperrt hatte. Lediglich der allgemeinere Wille des wallonischen Gesetzgebers, Betriebe der Klasse 3, die nicht durch gesamte Bedingungen gedeckt sind, nicht einer Umweltgenehmigung zu unterwerfen (Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung, gefolgt vom Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. April 2005), hat nebenher zum Streichen dieser Anlage III geführt. Der Erlass vom 28. April 2005 war am 10. Mai 2005 in Kraft getreten. Die Frist von neun Monaten zum Einreichen der nachfolgend erforderlichen Erklärungen ist wegen der Verabschiedung des am 7. Dezember desselben Jahres in Kraft getretenen Erlasses vom 10. November 2005 nie abgelaufen.

Gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten fallen nur die ortsfesten Sendeantennen, für die die äquivalente isotrope Strahlungsleistung mehr als 500 kW beträgt, in die Klasse 2 (Rubrik Nr. 64.20.01.01).

Unlängst hat die Wallonische Regierung die Liste der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten durch einen Erlass vom 19. Dezember 2008 abgeändert, um die Telekommunikation mittels elektromagnetischer Wellen von 10 MHz bis 300 MHz und die ortsfesten Mobilfunkantennen von was auch immer welcher Frequenz oder Leistung einer Umwelterklärung (Klasse 3) zu unterwerfen. So könnte die Wallonische Regierung in der Lage sein, gesamte Bedingungen für diese Anlagen zu verabschieden.

Es wird daran erinnert, dass Artikel 11 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung folgendermaßen lautet:

«Niemand kann einen Betrieb der Klasse drei bewirtschaften, ohne vorher eine Erklärung abgegeben zu haben.

Eine neue Erklärung des Betriebs ist erforderlich:

1° im Falle einer Verlegung, Umwandlung oder Erweiterung insofern diese Umwandlung oder Erweiterung eine meldepflichtige Tätigkeit betrifft;

2° alle zehn Jahre.

Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs der Klasse drei, die die Einstufung des letzteren in eine andere Klasse zur Folge hat, unterliegt jedoch einer Umweltgenehmigung.»

Die ortsfesten Sendeantennen, für die die äquivalente isotrope Strahlungsleistung mehr als 500 kW beträgt, werden in der Klasse 2 bleiben.

V. Information und Beteiligung der Öffentlichkeit.

Aufgrund des Artikels 127 § 3 des vorerwähnten Gesetzbuches müssen die Anträge auf Umweltgenehmigung, die vom Sektorenplan, dem kommunalen Raumordnungsplan, der regionalen bzw. kommunalen Städtebauordnung oder einem Fluchtlinienplan abweichen, Gegenstand einer durch die Gemeindeverwaltung der betroffenen Gemeinde organisierten öffentlichen Untersuchung sein.

Aufgrund der Artikel 113 und 114 desselben Gesetzbuches müssen die Anträge auf Umweltgenehmigung, die von den städtebaulichen Vorschriften einer Parzellierungsgenehmigung abweichen, Gegenstand einer durch die Gemeindeverwaltung der betroffenen Gemeinde organisierten öffentlichen Untersuchung sein.

Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) empfiehlt außerdem wegen der Empfindlichkeit des Bereiches und der notwendigen Transparenz, dass die Öffentlichkeit über jeden Antrag auf Genehmigung in Bezug auf die Installierung oder die Änderung von Relaisstationen für Mobiltelefonie informiert wird.

Deshalb wird eine öffentliche Untersuchung für jeden Antrag auf Genehmigung in Bezug auf die Installierung oder die Änderung von Relaisstationen für Mobiltelefonie organisiert.

Aufgrund des Artikels 4 Absatz 1 1° des Gesetzbuches beträgt die Dauer der einen Antrag auf Umweltgenehmigung betreffenden öffentlichen Untersuchung fünfzehn Tage, sofern es keine anderslautende Bestimmung gibt. Die Modalitäten der Untersuchung sind in den Artikeln 332 bis 343 des Gesetzbuches bestimmt.

Andererseits ist das "Institut scientifique de Service public" (ISSeP) für jeden Antrag auf Städtebaugenehmigung, die die Installierung oder die Änderung einer Relaisstation für Mobiltelefonie betrifft, damit beauftragt, die Bewertung der elektromagnetischen Felder des Projekts vorzunehmen.

Das durch das ISSeP abgegebene technische Gutachten besteht aus einem Bericht, der die Berechnung der durch die Relaisstation ausgestrahlten elektromagnetischen Felder und eine Schlussfolgerung in Bezug auf die Einhaltung der technischen Bedingungen, denen sie unterliegt, umfasst. Dieses technische Gutachten beruht u.a. auf den technischen Angaben, die in der technischen Akte der Antenne oder der Konformitätsbescheinigung des Belgischen Instituts für das Post- und Fernmeldewesen, die der Antragsteller seinem Antrag auf Städtebaugenehmigung beifügen muss, stehen. Der Antragsteller sorgt besonders dafür, dass die Umgebung der Relaisstation mittels eines Plans in senkrechter Projektion beschrieben wird, auf dem die Höhe der Gebäude in einem Umkreis, der zur Kontrolle der Einhaltung der Immissionsnorm genügt, angegeben wird.

Das ISSeP berechnet die Intensität des elektromagnetischen Feldes mittels eines auf der sogenannten Formel "des entfernten Magnetfeldes" beruhenden Vorhersagemodells. Das ISSeP setzt die Dämpfungswerte von Hindernissen fest, um jegliche Unterschätzung im Verhältnis zum tatsächlichen Magnetfeld zu vermeiden.

Außer dem technischen Gutachten wird das ISSeP bald ebenfalls eine nicht-technische Zusammenfassung über die Bewertung der elektromagnetischen Felder des Projektes für die nicht fachkundigen Personen übermitteln müssen.

VI. Kataster der elektromagnetischen Felder.

In Artikel 27 des Gesetzes vom 13. Juni 2005 über die elektronische Kommunikation ist der Aufbau einer die Antennenstandorte enthaltenden Datenbank vorgesehen, um deren Teilen durch die Betreiber zu fördern. Das Belgische Institut für das Post- und Fernmeldewesen (IBPT) stellt der Öffentlichkeit die Daten bezüglich der Ortslage der in Betrieb befindlichen, genehmigten oder geplanten Standorte auf seiner Internet-Website zur Verfügung.

Das Belgische Institut für das Post- und Fernmeldewesen (IBPT) kontrolliert auf Anfrage jeder Gemeinde oder jedes Bürgers die bestehenden Anlagen in Bezug auf die Emissionsnormen und das Niveau der Emissionen der Magnetfelder in einer gegebenen Umgebung. Diese öffentliche Einrichtung steht der Öffentlichkeit zur Verfügung und nimmt auf Anfrage kostenlose Kontrollen vor. Nähere Angaben zum Belgischen Institut für das Post- und Fernmeldewesen (IBPT):

IBPT

Ellipse Building - Bâtiment C

Boulevard du Roi Albert II 35

1030 Brüssel

Tel: +32 2 226 88 88 - Fax: +32 2 226 88 77

www.ibpt.be

Die durch das Belgische Institut für das Post- und Fernmeldewesen zur Verfügung gestellten Daten werden leider nicht regelmäßig aktualisiert. Die konkrete Installierung der Vorrichtungen und deren Inbetriebnahme sind Angaben, über die das Belgische Institut für das Post- und Fernmeldewesen im allgemeinen nicht verfügt.

Deshalb werden die Städte und Gemeinden im Hinblick auf die Gewährleistung einer vollständigen und objektiven Information der gesamten Beteiligten aufgefordert, eine Karte mit den Standorten der geplanten, genehmigten oder in Betrieb befindlichen Antennen sowie ein Kataster der auf deren Gebiet befindlichen elektromagnetischen Felder auf der Grundlage der in den Anträgen auf Städtebaugenehmigung stehenden Daten mit Hilfe des Belgischen Instituts für das Post- und Fernmeldewesen und der beauftragten Beamten zu erstellen und der Öffentlichkeit zur Verfügung zu stellen.

Die Städte und Gemeinden müssen diese Daten regelmäßig aktualisieren.

VII. Inkrafttreten.

Die in den Punkten I. *Anwendungsbereich und Definitionen*, II. *Emissionsnorm* und III. *Integration in das Landschaftsbild* angeführten Bestimmungen sind sofort anwendbar.

Das vorliegende Rundschreiben wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und tritt am 31. Januar 2009 in Kraft. Namur, den 9. Januar 2009

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/200205]

9 JANUARI 2009. — Ministeriële omzendbrief betreffende de installatie of de wijziging van de mobiele telecommunicatie-relaisstations

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen van steden en gemeenten van het Waalse Gewest,

Aan de heren Afgevaardigde ambtenaren van de Buitendiensten van het operationele Directoraat-generaal 4 - Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie,

Gelet op het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak van het publiek bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, ondertekend te Aarhus, op 25 juni 1998;

Gelet op de Europese Landschapsconventie, ondertekend te Firenze, op 20 oktober 2000;

Gelet op het voorzorgsprincipe zoals met name bedoeld in artikel 174, § 2, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1 en 127;

I. Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen.

Onder deze bepalingen vallen de installatie of de wijziging van de mobiele telecommunicatie-relaisstations door de toevoeging of de vervanging van een antenne, waarvoor een stedenbouwkundige vergunning nodig is.

In de zin van deze omzendbrief wordt verstaan onder :

1° relaisstation : een mobiele telecommunicatie-installatie die zorgt voor de uitzending en de ontvangst van hertzgolven in een bepaald geografisch gebied; een relaisstation omvat met name antennes, technische lokalen, elektrische en elektronische uitrustingen en, in voorkomend geval, een verticaal voetstuk (mast, pyloon, enz);

2° mobiele telefonie : het geheel van de mobiele telecommunicatiesystemen dat gegevens aan de hand van hertzgolven uitzendt tussen stations waaronder minstens één in beweging is en dat voldoet aan de normen TETRA, GSM 900, GSM-R, DCS 1800, UMTS, WiMax en pré-WiMax;

3° mobiele telefonieantenne : een installatie bestemd om de signalen van een TETRA, GSM 900, GSM-R, DCS 1800, UMTS, WiMax of pré-WiMax-net uit te zenden;

4° verblijfplaatsen :

- de lokalen van een gebouw waarin personen regelmatig kunnen of zullen kunnen verblijven zoals de lokalen van woningen, scholen, crèches, ziekenhuizen, bejaardentehuizen;
- de kantoren en werkplaatsen die regelmatig door werknemers ingenomen worden;
- de ruimten bestemd voor de regelmatige sportbeoefening of voor spellen;
- met uitzondering met name van de wegen, trottoirs, parkeerplaatsen, garages, parken, tuinen, balkons, terrassen.

II. Immissienorm.

Wanneer de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning betrekking heeft op de wijziging of de installatie van een mobiel telecommunicatie-relaisstation door de toevoeging of de vervanging van één of meer antennes, mag de stralingsdichtheid overeenstemmend met de wijziging of de installatie op geen enkel ogenblik noch in de verblijfplaatsen de maximale waarde van $0,024 \text{ W/m}^2$ (of ter informatie, 3 V/m) per antenne en los van de frequentie overschrijden.

De stralingsdichtheid in de verblijfplaatsen wordt overwogen op de volgende niveaus :

- in de lokalen : 1,50 m boven het vloerniveau;
- in de andere ruimten : 1,50 m boven het bodemniveau.

Alle aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning waarvan het doel deze immissienorm niet naleeft, worden geweigerd.

De multiband-antennes die ontwikkeld zijn om de signalen van N-netwerken tegelijkertijd uit te zenden, worden beschouwd als gelijkwaardig aan N afzonderlijke antennes. De zogenaamde "dualband-antennes" die ontwikkeld zijn om de signalen van N-netwerken tegelijkertijd uit te zenden, worden beschouwd als gelijkwaardig aan N afzonderlijke antennes. De zogenaamde "triband antennes" die gebruikt worden voor drie netwerken, worden ook beschouwd als gelijkwaardig aan drie afzonderlijke antennes.

III. Landschappelijke integratie.

Over het algemeen behoren de installatie of de wijziging van de mobiele telecommunicatie-relaisstations tot het begrip van "openbare of gemeenschappelijke bouwwerken en uitrustingen" in de zin van artikel 127, 1, 7°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Artikel 127, § 3, van het Wetboek bepaalt met name dat de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning verleend kan worden in afwijking van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van het rooiplan voor zover de handelingen en werkzaamheden de krachtlijnen van het landschap ofwel naleven, ofwel structureren ofwel herstellen.

In ieder geval streeft de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning m.b.t. de installatie of de wijziging van een mobiele telecommunicatie-relaisstation een bijzonder verzorgde en weldoordachte integratie na van de aan een vergunning onderworpen bouwwerken en uitrustingen in het landschap.

De impact van het doel van de vergunningsaanvraag op het landschap wordt onderzocht in het kader van de evaluatie van de milieueffecten van het ontwerp via de nota of het onderzoek vereist krachtens artikel D.65 van Boek I van het Milieuwetboek.

De stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd als niet aangetoond wordt dat het ontwerp in het landschap geïntegreerd wordt.

IV. Milieuverklaring.

Er zij op gewezen dat een milieuverklaring in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning nooit ingediend is moeten worden voor een GSM-antenne daar het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 in een bijlage III de verplichting tot verklaring ervan bij gebrek aan integrale voorwaarden had bevroren. Slechts de meer algemene wil van de Waalse wetgever om inrichtingen van klasse 3 die niet gedekt waren door integrale voorwaarden, niet te onderwerpen aan een milieuvergunning (programmadedcreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging gevolgd door het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2005) heeft de schrapping van bovenvermelde bijlage III als onrechtstreeks gevolg gehad. Het besluit van 28 april 2005 was in werking getreden op 10 mei 2005. De termijn van negen maanden om de daarna vereiste verklaringen in te dienen is nooit vervallen gezien de goedkeuring van het besluit van 10 november 2005 dat op 7 december van hetzelfde jaar in werking is getreden.

Volgens het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, worden alleen de vaste emissieantennes waarvoor het equivalent isotropisch uitgestraald vermogen (EIRP) hoger is dan 500 kW, in klasse 2 (rubriek nr. 64.20.01.01) ingedeeld.

Kort geleden heeft de Waalse Regering bij een besluit van 19 december 2008 de lijst van de ingedeelde installaties en activiteiten gewijzigd om de hertztelecommunicatie van 10 MHz tot 300 MHz en de vaste mobilfoonantennes ongeacht de frequentie of het emissievermogen te onderwerpen aan een milieuverklaring (klasse 3). Op die manier zou de Waalse Regering integrale voorwaarden voor deze installaties kunnen uitvaardigen.

Ter herinnering, artikel 11 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bepaalt :

« Inrichtingen van klasse 3 mogen niet zonder voorafgaande aangifte geëxploiteerd worden.

Er wordt een nieuwe aangifte verlangd :

1° in geval van verplaatsing, verbouwing of uitbreiding, voor zover de verbouwing of uitbreiding betrekking heeft op een activiteit waarvoor een aangifte verlangd wordt;

2° om de tien jaar.

De verbouwing of de uitbreiding van een inrichting van klasse 3 die daardoor in een andere klasse wordt ingedeeld, is evenwel aan een milieuvergunning onderworpen. »

De vaste emissieantennes waarvoor het equivalent isotropisch uitgestraald vermogen (EIRP) hoger is dan 500 kW, zullen in klasse 2 gehandhaafd worden.

V. Informatie en deelneming van het publiek.

Krachtens artikel 127, § 3, van bovenvermeld Wetboek moeten de aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning tot afwijking van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van het rooiplan het voorwerp uitmaken van een openbaar onderzoek georganiseerd door het gemeentebestuur van de betrokken gemeente.

Krachtens de artikelen 113 en 114 van hetzelfde Wetboek moeten de aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning tot afwijking van de stedenbouwkundige voorschriften van een verkavelingsplan het voorwerp uitmaken van een openbaar onderzoek georganiseerd door het gemeentebestuur van de betrokken gemeente.

Wegens de gevoeligheid van de aangelegenheid en de noodzaak tot transparantie verlangt de Wereldgezondheidsorganisatie bovendien dat het publiek geïnformeerd wordt over elke vergunningsaanvraag betreffende de installatie of de wijziging van de mobiele telecommunicatie-relaisstations.

Bijgevolg wordt een openbaar onderzoek georganiseerd voor elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning betreffende de installatie of de wijziging van mobiele telecommunicatie-relaisstations.

Krachtens artikel 4, eerste lid, 1°, van het Wetboek duurt het openbaar onderzoek m.b.t. een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning vijftien dagen behalve andersluidende bepaling. De onderzoeksmodaliteiten worden in de artikelen 332 tot 343 van het Wetboek bepaald.

Voor elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning betreffende de installatie of de wijziging van een mobiel telecommunicatie-relaisstation wordt het Openbaar Wetenschappelijk Instituut er overigens mee belast tot de evaluatie van de elektromagnetische velden van het ontwerp over te gaan.

Het door het Openbaar Wetenschappelijk Instituut uitgebrachte technisch advies bestaat in een verslag dat de berekening van de door het relaisstation voortgebrachte elektromagnetische velden omvat en een conclusie wat betreft de naleving van de technische voorwaarden waaraan het onderworpen is. Dat technisch advies is met name gegrond op de technische gegevens vermeld in het technisch antennesdossier of het conformiteitattest van het BIPT, dat de aanvrager bij zijn aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voegt. De aanvrager zorgt er in het bijzonder voor de omgevingen van het relaisstations te omschrijven aan de hand van een plan in verticale projectie dat de hoogte van de gebouwen in een straal die voldoende is om de naleving van de immisnorm te controleren, vermeldt.

Het Openbaar Wetenschappelijk Instituut berekent de intensiteit van het elektromagnetische veld aan de hand van het voorspellingsmodel gegrond op de zogenaamde formule "verre-veld". Het Openbaar Wetenschappelijk Instituut bepaalt de dempingswaarden van hindernissen om elke onderschatting ten opzichte van het reële veld te voorkomen.

Naast het technisch advies zal het Openbaar Wetenschappelijk Instituut binnenkort ook een niet-technische samenvatting overmaken over de evaluatie van de elektromagnetische velden van het ontwerp voor niet-ingewijden.

VI. Kadaster van de elektromagnetische velden.

Artikel 27 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voorziet in de oprichting van een databank van antennesites met het oog op het gedeeld gebruik ervan door de operatoren te vergemakkelijken. Het BIPT (Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie) stelt bovendien de gegevens m.b.t. de ligging van de operationele toegelaten of geplande sites ter beschikking van het publiek via zijn website.

Het BIPT controleert op verzoek van elke gemeente of elke burger de bestaande installaties wat betreft de naleving van de emissienormen en het niveau van de emissies van de elektromagnetische velden in een gegeven omgeving. Deze openbare instelling staat ter beschikking van het publiek en voert op aanvraag kosteloze controles uit. De adresgegevens van het BIPT zijn de volgende :

BIPT

Ellipse Building - Gebouw C

Koning Albert II-laan 35

1030 Brussel

Tel : +32 2 226 88 88 - Fax : +32 2 226 88 77

Een gebrek aan regelmatige actualisering van de door het BIPT ter beschikking gestelde gegevens is een knelpunt. De concrete installatie van de voorzieningen en hun exploitatie zijn gegevens die het BIPT in het algemeen ontbreken.

Om alle actoren van een volledige en objectieve informatie te voorzien, worden de steden en gemeenten er bijgevolg toe verzocht met de steun van het Openbaar Wetenschappelijk Instituut en van de afgevaardigde-ambtenaren een kaart met de ligging van de geplande, toegelaten of uitgebate antennes alsmede een kadaster van de op hun grondgebied aanwezige elektromagnetische velden op te stellen en ter beschikking te stellen van het publiek op grond van de gegevens vermeld in de aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning.

De steden en gemeenten worden ertoe verplicht deze gegevens regelmatig bij te houden.

VII. Inwerkingtreding.

De bepalingen bedoeld in I. *Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*, II. *Emissienorm* en III. *Landschappelijke integratie* zijn onmiddellijk van toepassing.

Deze omzendbrief wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en treedt in werking op 31 januari 2009.

Namen, 9 januari 2009.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE